

AJOURNEMENTS—*Suite.*GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST
—*Suite.*Hon. W. Fielding—*Suite.*

et industriels—7375 ; c'est agir contrairement à la loi qui tend à la conciliation—7375 ; dépêches absurdes et mal intentionnées—7376 ; mineurs et compagnies ont accepté l'arbitrage en principe—7376 ; député-ministre du travail part ce soir pour Fernie—7377 ; la coopération de nos ouvriers avec les syndicats américains s'oriente vers la paix—7377 ; rôle pacificateur de M. John Mitchell—7378 ; malentendu qui a fait renaître difficulté, question de salaires et de conditions générales—7378 ; représentations faites aux compagnies de transport—7379 ; lettre de sir T. Shaughnessy—7379 ; rapport de M. Butler sur condition du Canadian Northern—7382 ; dépêche Butler au Canadian Northern, correspondance échangée—7383 ; tout le monde fait de son mieux—7383 ; quand nouveaux besoins se présenteront l'hiver prochain, matériel roulant sera augmenté—7383.

Motion d'ajournement rejetée—7383.

NOMINATIONS DE JUGES.

M. R. L. Borden—Demande qu'il lui soit permis de proposer ajournement pour discuter opportunité de remplir immédiatement vacance à cour suprême N.-E.—2277 ; vacance depuis 27 mars 1906—2277 ; réponse ministre de la Justice—2277 ; observations—2278 ; plaintes du barreau d'Halifax, lettres—2278 ; avocats capables de prendre la place ne manquent pas en N.-E.—2279 ; état de chose intolérable—2279 ; le parti avant les justiciables—2280 ; propose ajournement—2280.

Hon. Aylesworth—N'a reçu aucune plainte—2280 ; procureur général de la province n'a pas appelé attention sur état de chose—2280 ; aucune proposition faite—2281 ; vacances fréquentes, maladies de juges n'entravent pas la justice, les collègues se partagent la besogne—2281 ; cas ordinaire—2281 ; si on constatait que les autres juges ne peuvent suffire, remède serait apporté immédiatement—2282.

M. Stockton—Question d'inconfort du public déjà signalée par M. Borden—2282 ; tant que le ministre demandera au procureur général de rester coi, il ne se fera rien—2282 ; de deux choses l'une : la fonction est nécessaire ou elle ne l'est pas—2282 ; il faut la remplir ou l'abolir—2282 ; administration de la justice en Nouvelle-Ecosse discréditée—2283.

M. Bennett—La nomination du juge Forbes pour fournir un siège à l'hon. Fielding—2284 ; les positions judiciaires ont été entraînées dans la boue par ce gouvernement—2284 ; sir John et ses nominations de juges libéraux—2284 ; les juges actuels d'Ontario sont nommés en raison de services politiques, exemples—2285 ; le juge Nesbitt—2285 ; les délais dans la province d'Ontario—2286 ; les nominations de députés comme juges dans Québec—2286.

AJOURNEMENTS—*Suite.*NOMINATIONS DE JUGES—*Suite.*

Hon. Foster—La charge de juge vacante en Nouvelle-Ecosse est la propriété des citoyens—2287 ; le gouvernement n'a pas le droit d'en disposer à sa guise—2287 ; le ministre de la Justice a eu dix mois pour décider son choix avec les députés—2289 ; il manque à tous ses devoirs en ne remplissant pas sans retard une vacance survenue dans la magistrature du pays—2290 ; la clef de la situation c'est que, par ce retard on espère quelque gain politique—2290 ; le dossier sur la question—2290 ; s'il est un ministre qui doit planer au-dessus de tout soupçon de manigance politique, c'est le ministre de la Justice—2291 ; l'affaire du juge Henry—2292 ; la Chambre et le pays veulent savoir pourquoi on n'a pas comblé la vacance—2292.

Hon. Fielding—La véhémence de M. Foster s'explique par sa crainte de voir dévoiler comment sous son administration se remplissaient les vacances judiciaires—2292 ; la vraie situation—2293 ; s'il y avait malaise en Nouvelle-Ecosse, les députés de cette province l'auraient fait savoir—2294 ; ils n'en ont rien dit, ce sont des étrangers qui se plaignent—2294 ; on a beaucoup célébré la générosité de sir John Macdonald, mais en Nouvelle-Ecosse il n'a jamais nommé en tout cas que des tories à tous crins comme titulaires des charges dans la magistrature—2294 ; les nobles inspirations du gouvernement conservateur—2295 ; sir John Thompson pour se trouver un siège aux Communes fait monter sur le banc le député d'Antigonish—2298 ; la démission de sir John Thompson de sa charge de juge pour entrer dans la lutte politique—2298 ; analogie avec le cas du juge Henderson—2296 ; sir John Thompson corrupteur—2297 ; trafic Langevin-McDougall à Trois-Rivières—2297 ; Tupper et McKeen au Cap-Breton—2298 ; le gouvernement n'a pas à informer l'opposition des questions qu'il lui plaît d'amener devant la Chambre—2298.

M. R. L. Borden—A considéré la question assez urgente pour nécessiter discussion immédiate—2299 ; le gouvernement aurait voulu se documenter, non pour répondre, mais pour se défendre—2300 ; authenticité des plaintes—2300 ; nie avoir agi à l'instigation de M. Foster ou l'avoir consulté—2301.

Motion d'ajournement rejetée—2301.

BILLS.

BILLS DU GOUVERNEMENT.

Bills sanctionnés :

LOI DES ARPENTAGES ET DES ARPENTEURS.

Hon. F. Oliver—Dépose bill (n° 59), loi des arpentages et des arpenteurs du Canada—1340 ; dispositions autrefois contenues dans loi des terres fédérales—1339 ; avec nouvelle loi des terres fédérales, juge nécessaire faire loi spéciale—1340.
1re lecture—1340.